

5^c Journal du Lot 5^c

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

Ces prix doivent être doublés pour l'édition quotidienne.

CAHORS ville.....	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes.....	3 fr.	5 fr.	9 fr.
Autres départements.....	3 fr. 50	6 fr.	11 fr.

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

L'Agence HAYAS, 8, Place de la Bourse, est seule chargée, à Paris, de recevoir les Annonces pour le Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne).....	25 cent.
RÉCLAMES.....	50 —

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

VOIR LES DÉPÊCHES AU VERSO

LA GUERRE

LA SITUATION

« L'effort à faire ». Des précisions intéressantes du général Malleterre. Notre victoire sera assurée par le matériel de guerre. — Les propositions de Guillaume. La riposte des Anglais : Lloyd et Asquith en parfait accord. — L'indignation des Yankees. — Sur les fronts.

Le général Malleterre a publié dans le Temps d'hier une chronique militaire sur « l'effort à faire », qui prouve que nous ne sommes peut-être pas encore en état d'assurer la victoire définitive, mais que le doute n'est plus possible si la volonté de nos dirigeants est à la hauteur des circonstances.

Avec raison ce critique estime que le meilleur moyen de combattre le pessimisme... et d'arriver au résultat voulu est de dire la vérité au pays. Et vraiment, après la lecture de son article on est bien obligé de reconnaître que la Censure, respectant les désirs du Parlement, fait un usage moins exagéré de ses ciseaux.

Les renseignements donnés par le général Malleterre sont du reste particulièrement réconfortants. Notre auteur fournit tout d'abord quelques données précises sur la situation des belligérants après la victoire de la Marne.

Ah ! notre situation n'était pas brillante à cette époque ! Non seulement nous étions dépourvus de tout matériel d'artillerie lourde, mais ce qui était plus grave, nous n'étions pas en mesure de le fabriquer immédiatement. Nous dûmes notre salut à ce fait que les Allemands ayant eux-mêmes abusé de leurs canons dans une attaque qu'ils pensaient devoir être décisive, connurent à leur tour leur crise de munitions ; cela nous donna le répit nécessaire à une première organisation.

A ce moment, nos arsenaux fournissaient, journellement, 7.500 obus de 75 et 300 de 120 ou 155 !... On se mit à l'œuvre. Et voici les résultats :

Notre production d'obus de 75 atteignit, en janvier 1915, 65.000 par jour, mais nous ne pouvions encore fournir qu'un millier d'obus lourds, à cause de l'outillage spécial. Six mois plus tard, ces chiffres passaient respectivement à 90.000 et 10.000. Cette progression rapide fut due à l'heureuse idée d'employer la fonte acérée. A partir de janvier 1916, nous dépassons largement ces chiffres, et nous marchons aujourd'hui vers... ici la censure m'arrête. Mais on peut juger par la proportion suivante : pour 100 obus de 75 en août 1914, nous en avons aujourd'hui plus de 4.000, 40 fois plus, et pour 100 obus lourds, plus de 9.000, 90 fois plus.

Quant aux canons, pour 100 canons de 75 en août 1914, nous en avons aujourd'hui plus de 3.000, et pour 100 canons lourds environ 2.400.

Ajoutons à cela la fabrication des fusils, qui a passé de 100 à 30.000, des mitrailleuses de 100 à 17.000, des obus de 100 à près de 700, des explosifs de 100 à près de 4.000, du matériel de tranchées, crapouillots, canons lance-torpilles, grenades, fusées, etc., dans une proportion incalculable. J'ai les chiffres sous les yeux.

Nous avons utilisé nos canons de côte, de forteresse et de marine. Nous avons fabriqué des types nouveaux, aussi puissants que ceux des impériaux. Les 400 ont fait leur apparition à la Somme, et le Creusot va sortir des 520 !

Mais ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que sur cette production qui nous était indispensable, nous avons pu prélever des envois importants à nos alliés, aux Russes, aux Roumains, aux Italiens, aux Belges, aux Portugais. Nous avons livré dans ces derniers temps un moyen journalier de plusieurs dizaines de mille obus de canons de campagne et d'obus d'artillerie lourde.

L'effort accompli est énorme, il est

encore insuffisant, dit notre auteur.

Nous passerons à travers les lignes ennemies « lorsque la supériorité de notre matériel sera absolument écrasante. Il faut que nous puissions battre le front sur toute son étendue, pendant des semaines et que nous ayons des réserves de canons et d'obus suffisantes pour donner le coup de grâce dans plusieurs secteurs choisis. »

L'Allemagne, malgré sa production doublée ou triplée, ne pourra nous gagner de vitesse, car elle doit disperser son matériel sur son front immense.

Or, l'Angleterre, de son côté, double notre production, son rendement dépassera même celui de la France.

Le jour où les deux armées alliées disposeront par jour de plusieurs centaines de mille d'obus, le plus près possible du million, dont un tiers, pour ne pas dire la moitié, d'obus lourds, la rupture du front ne sera plus qu'une question de répartition des armées et des effectifs.

Et les expériences du nord de Verdun permettent d'affirmer que ce jour-là notre avancée certaine se fera avec des pertes très faibles.

Le problème consiste à pousser le bombardement et l'assaut, sans interruption, de positions en positions, jusqu'à l'espace libre où les masses peuvent se déployer, où toutes les armes peuvent concourir à la dislocation et à la poursuite des envahisseurs ébranlés.

La solution est donc une question de matériel.

Et voilà pourquoi le général Malleterre est très affirmatif sur le résultat si l'effort à donner est poussé avec toute l'intensité voulue.

Après avoir lu cet article, on comprend mieux pourquoi les Allemands sont pressés de conclure une paix anticipée !

La proposition de paix (!) de Guillaume est aujourd'hui officiellement parvenue dans toutes les capitales de l'Entente.

Si le Kaiser n'est pas fixé sur le mépris que sa tentative hypocrite inspire aux Neutres, c'est vraiment qu'il est dur à se rendre à l'évidence.

Pas une seule des Nations neutres chargées de la « transmission » n'a cru devoir apprécier ou commenter. Elles ont transmis, parce qu'elles ne pouvaient faire autrement, mais elles s'en sont tenu à ce rôle muet de simples commissionnaires. C'est vraiment peu flatteur pour Berlin !

Aussi bien, les Neutres avaient raison de se méfier. La presse allemande, qui continue ses abondants commentaires, nous fixe tous les jours un peu plus sur les « offres raisonnables » de Berlin !

C'est ainsi que dans son dernier numéro, la Gazette de Francfort écrit que l'Allemagne désire :

« La disparition de la suprématie navale anglaise ;
« Le remaniement de la Carte d'Europe ;
« Un règlement permettant à l'Allemagne son expansion coloniale... »

Qui donc parmi les Alliés ne serait pas séduit par la « modération » de cet exposé ?

Qui ne comprend surtout que l'Allemagne angoissée voudrait surtout une bonne petite trêve pour souffler et recommencer...

Pas plus que les Français, les Russes ou les Italiens, les Anglais ne sont disposés à accorder aux Bandits ce répit souhaité.

Lloyd George a flétri éloquentement l'hypocrisie allemande qui suggère la paix après avoir déchainé le fleau : « Ce serait un crime, a dit le Premier anglais, aux applaudissements unanimes des parlementaires, de ne pas infliger à l'Allemagne, le châtiement qu'elle mérite. »

Lloyd George ne s'en est pas tenu à des mots, il a donné des précisions sur la volonté des Alliés et il a laissé entendre qu'une note concertée serait prochainement donnée aux Neu-

tres en réponse à la proposition imprécise reçue...

Et pour bien montrer l'unité anglaise dans la volonté d'une lutte sans merci, M. Asquith en répondant à Lloyd George a conclu ainsi :

« De prétendues propositions de paix nous sont arrivées d'Allemagne ; elles sont enveloppées dans le langage familier et l'arrogance prussienne. Comment se fait-il qu'après deux ans de guerre, une puissance si consciente de sa supériorité militaire, si consciente de sa victoire finale, commence à murmurer, — non pas à murmurer, mais à crier bien haut, afin que le monde entier n'en ignore, — le mot « Paix » ? Est-ce un accès soudain de chevalerie ? Depuis quand le chancelier allemand est-il devenu si sensible, si soucieux des loix humanitaires ? »

C'est ailleurs que nous devons chercher l'origine de ces propositions ; elles sont le résultat de nécessités économiques et militaires.

Si les Allemands avaient escompté une division chez nos amis anglais, les voilà fixés !...

Peu à peu, un revirement total s'opère en Amérique contre les Barbares. Certes la majorité des Yankees a été, dès le début, favorable aux Allemands, mais l'ignominie des Boches, les déportations, les assassinats sur mer... finissent par dresser contre Berlin la presque totalité des Américains.

Un grand meeting de protestation contre les déportations des civils Belges, vient de se tenir à New-York. Il était présidé par le révérend Manning, célèbre prédicateur protestant de la ville.

« Quiconque reste neutre, déclara le révérend Manning, devant les crimes de Belgique est fou ou criminel. »

Le cardinal Mercier restera l'honneur de la chrétienté. Le militarisme prussien cause un sentiment d'indignation et d'horreur dans toute l'Amérique. »

Les télégrammes américains ajoutent :

M. James Beck, ancien attorney général, prononça, ensuite une magnifique réquisitoire, disant que les pieux Allemands priaient si les citoyens américains ne protestaient pas contre cette infamie et que l'Allemagne portera l'éternelle flétrissure de sa barbarie.

« La seule chose à faire, conclut M. Beck, c'est que le président dise à M. Bernstorff : « Ou vous cesserez cette abomination, ou vous partirez d'ici ! » Une ovation formidable accueillit ces paroles. »

M. Parker, démocrate, ancien concurrent de M. Roosevelt à la présidence, et M. Root, ancien ministre des affaires étrangères, parlèrent dans le même sens. L'assemblée vota à l'unanimité un long ordre du jour, requérant le gouvernement américain de protester contre les derniers outrages allemands, exprimant l'horreur et l'indignation de l'Amérique et décidant que le texte de l'ordre du jour serait transmis au comte Bernstorff et à tous les consuls allemands en Amérique.

Commencerait-on à comprendre à New-York que les Neutres n'ont pas eu un rôle bien reluisant lors de la violation de la Belgique dont ils avaient garanti la Neutralité ?

Mieux vaudrait tard que jamais !...

Situation sans changement sur les fronts.

En Macédoine, un bouillonnement nous cache tout !

Plus au nord, la situation paraît s'améliorer pour les Roumains. Hindenburg n'est pas encore à Odessa !

Sur les fronts français et italien, aucune opération n'est possible par ce temps lamentablement pluvieux.

A. C.

Sur le front belge

Après une matinée relativement calme, l'ennemi a ouvert, au cours de l'après-midi, un feu violent d'artillerie de tranchées dans la région de Hetsas.

L'artillerie belge de tous calibres a réduit les engins ennemis au silence.

La victoire de Verdun

A la date du 13 décembre, la « Gazette de l'Allemagne du Nord » constatait avec satisfaction le calme qui régnait sur le front occidental. Elle déclarait notamment : « L'activité de l'ennemi se borne à de petits coups de mains, au cours desquels il apprend

à ses dépens que la volonté d'avancer est toujours vivante chez les soldats allemands. »

Le « petit coup de main » du 15 décembre qui nous a permis de faire 11.400 prisonniers, de prendre à l'ennemi ou de détruire 115 canons modifiera peut-être les appréciations de la « Gazette de l'Allemagne du Nord ». Notre gain de 3 kilomètres montre que si « la volonté d'avancer est toujours vivante chez les soldats allemands », elle fut, le 15 décembre, sérieusement contrariée.

La bataille de la Somme

A la Chambre des lords, lord Curzon a dit que depuis le 1^{er} juillet jusqu'à aujourd'hui, les armées françaises et anglaises du front de la Somme avaient fait 105.000 prisonniers allemands, capturé 150 canons lourds, 200 canons de campagne et 1.500 mitrailleuses.

M. Bonar Law, sur une question de M. Samuel, a déclaré qu'il n'existait pas d'estimation officielle française des pertes allemandes sur la Somme.

Plusieurs journaux français, a dit le ministre, ont donné comme chiffre 690.000 hommes hors de combat. L'état-major anglais partage cet avis.

Sur la Somme et autour de Verdun

Les Allemands n'ont plus renouvelé leurs contre-attaques contre notre front de Verdun ; ils se sont bornés à bombarder nos positions de Bezonvaux, du bois des Caurières et des Chambrettes, mais sans faire donner leur infanterie ; il semble que l'ennemi ait donc renoncé à nous disputer nos dernières conquêtes.

Sur la rive droite de la Meuse, par contre, sur le front de la Somme, la lutte d'artillerie s'est rallumée.

Un état-major inter-Alliés

M. Jean Hennessy vient de déposer sur le bureau de la Chambre la proposition de résolution suivante :

« La Chambre invite le gouvernement à étudier la constitution d'un état-major inter-alliés, instrument militaire commun et permanent des gouvernements alliés. »

Il demande pour cette proposition le bénéfice de la discussion immédiate.

Menace d'hostilité

Le journal « Embros », organe habituel du palais royal, assure que le blocus devient intolérable :

« La Grèce, dit-il, est obligée de sortir de sa fausse position de neutralité pour chercher dans une autre voie plus de garantie. »

Le pape et le cardinal Mercier

On assure que si les démarches du saint-siège ne parvenaient pas à obtenir des autorités allemandes l'autorisation pour le cardinal Mercier de se rendre à Rome, le Vatican enverrait un courrier spécial afin de recevoir des mains du primat de Belgique un rapport confidentiel.

Le résultat du cinquième emprunt allemand

On connaît maintenant le résultat définitif du cinquième emprunt de guerre. Il s'élève à 10 milliards 698 millions 994.000 marks. Jusqu'au 15 décembre, 9 milliards 682 millions de marks ont été versés. Cette somme représente 90,5 0/0 du total de l'emprunt. Au 15 décembre, les caisses de prêts

avaient payé pour les versements sur le cinquième emprunt de guerre 272 millions 209.000 marks, c'est à dire 2,81 0/0 sur le total des sommes versées.

Le général de Castelnau maintenu sans limite d'âge

Par décret du président de la République, le général de division de Carrières de Castelnau a été maintenu sans limite d'âge dans la première section du cadre de l'état-major général de l'armée.

Contre la révision de la Constitution

Les bureaux de la Chambre ont élu, au sujet des propositions de révision de la Constitution présentées par MM. Bonnefous et Renaudal, 27 commissaires hostiles et 6 favorables.

Une espionne condamnée à mort

La femme Jeannette-Antoinette Dusays, née à Paris le 30 novembre 1870 d'une mère allemande et d'un père luxembourgeois, veuve du sieur Tichelly, sujet suisse, a été condamnée à mort, aujourd'hui, par le deuxième conseil de guerre de Paris pour avoir procuré à l'Allemagne des renseignements qui intéressaient les opérations des armées et compromettant la sûreté des places fortes et des établissements militaires.

S'ils violent la neutralité suisse

Au sujet de la menace d'une violation du territoire suisse par les Boches, le « Démocrate de Delémont » écrit :

« Nos soldats veillent à la frontière ; ils montent la garde fièrement et sans défaillance depuis bientôt deux ans et demi ; ils sont prêts, Suisses allemands comme Suisses français, à défendre le sol de notre petite patrie. Ils ne permettront pas qu'on franchisse notre frontière et qu'on foule notre sol. Il y va de notre honneur et de notre liberté. Quel que soit celui des belligérants qui tenterait de passer chez nous, nos soldats dresseront devant les envahisseurs une barrière redoutable. Cela n'est pas une espérance seulement, c'est une certitude. Mais, nous aussi ouvrons l'œil. Sentinelles, veillez ! »

Sur le front italien

Communiqué officiel

Dans le Vallarsa (Adige), par des tirs précis, nous avons dispersés des groupes ennemis et nous avons réduit au silence l'artillerie ennemie.

Sur le Haut-Astico et sur le plateau d'Asiago, activité des deux artilleries.

Sur le Carso, l'artillerie ennemie a été, par intermittence, assez active contre nos positions avancées. Nos vigiles batteries ont dispersé en plusieurs points les troupes ennemies, surprises en mouvement, pendant que notre infanterie arrêtait facilement quelques tentatives de marche en avant de l'adversaire.

Signé : CADORNA.

Le mauvais temps en Italie

Nos alliés italiens, gênés par la neige et le mauvais temps, n'ont engagé aucune action d'infanterie. Le général Cadorna ne varie guère ses formules. Encore une fois nous en sommes réduits à constater l'activité de l'artillerie dans les

Alpes Juliennes. Les avions allemands ont ajouté un nouveau fleuron à la belle couronne qu'ils sont en train de se tresser : ils ont bombardé un petit hôpital dans le haut Cordevole.

En Dobroudja

En Dobroudja, la droite de Falkenhayn qui était devant Babadag occupé cette ville. Elle est maintenant établie sur la ligne Ostrova-Babadag.

Comme Ostrova est à trente-cinq kilomètres au sud-est de Viziru, de l'autre côté du Danube, cela prouve que nos alliés de Dobroudja veulent s'aligner exactement sur leurs camarades de Moldavie.

En même temps, comme le front Ostrova-Babadag court ouest-est, le long du pied des collines boisées qui constituent la partie nord de la Dobroudja, il est vraisemblable que les Russes ont dû établir leur ligne d'arrêt dans ces collines.

Les russo-roumains et le plan d'Hindenburg

On compte qu'environ 350.000 Roumains, concentrés derrière le Sereth, encadrés par les Russes, réapprovisionnés et entraînés, constitueront une force importante pour une contre-offensive ultérieure. Quant à l'armée russe, elle se prépare sur une ligne en avant du Sereth à recevoir le choc des armées Falkenhayn et Mackensen. Sous la haute impulsion du général Gourko, le nouveau chef d'état-major général russe, nos alliés feront le gros effort avant longtemps, et j'ai la conviction profonde que le grand plan d'Hindenburg sur Odessa et Kitchenev est voué à un piteux échec.

L'Entente et Constantin

L'agence Reuter apprend que la note que les alliés vont adresser à la Grèce n'est pas le résultat d'un nouveau développement de la situation militaire et politique. Elle traite de la réparation demandée pour les attaques contre les forces des alliés les 1^{er} et 2 décembre. La rédaction de cette note a été décidée après consultation entre les puissances.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 20 décembre 1916
PRÉSIDENCE DE M. DESCHANEL

La Chambre reprend la discussion du projet sur les douzièmes provisoires.

L'article 11 bis, portant une taxe sur les places de théâtre, concert, etc., est renvoyé à la commission.

L'article 12 fixe une taxe sur les boissons, bières, cidres, vins. M. Magnaud demande la suppression de cet article que soutient M. Ribot.

La disjonction demandée est repoussée par 395 voix contre 214.

M. Briquet demande que le droit de fabrication sur les bières, fixé à 0 fr. 80 soit réduit à 0 fr. 50.

M. Aldy propose d'augmenter faiblement les boissons populaires et trouver un supplément dans les boissons de luxe.

Par 331 voix contre 169, l'amendement est voté. On porte à 15 francs par 100 kilos le droit sur les raisins secs pour la fabrication des vins.

Et la séance est levée.

SÉNAT

Séance du 20 décembre 1916

Le Sénat s'est réuni en comité secret à deux heures dix, sous la présidence de M. Maurice Faure, vice-président.

CHRONIQUE LOCALE

La réduction d'éclairage

L'éclairage déjà réduit, va être encore réglementé. Il est de toute nécessité de limiter la consommation du gaz et de l'électricité, et bien que la réduction opérée ait donné de bons résultats, M. le ministre de l'intérieur vient de prier les municipalités de faire encore plus d'économies.

Pendant le premier semestre de 1914, 216.000 tonnes de charbon avaient été consommées en France pour l'éclairage public ;

Pendant le premier semestre de 1916, la consommation n'a atteint que 120.690 tonnes.

C'est-à-dire que la dépense journalière a passé de 1.200 tonnes en 1914 à 670 en 1916, soit une économie d'environ 44 pour cent.

Le gouvernement estime qu'on peut faire davantage ; aussi M. Malvy a fait signer un décret imposant à toutes les municipalités une réduction des deux tiers sur le régime normal de l'hiver 1913-1914.

A cette époque, l'éclairage était à son point maximum : c'est dire que la réduction des deux tiers de cet éclairage permettra encore de s'aventurer dans les rues des villes.

Mais le ministre de l'intérieur vient également d'inviter les préfets à prendre dans leur département un arrêté réglementant la consommation du gaz et de l'électricité.

La consommation sera réglementée de la façon suivante :

« A partir du 26 décembre, présent mois, et jusqu'à nouvel avis, la consommation du gaz d'éclairage et de l'électricité, exception faite des utilisations pour la force motrice, sera soumise, à Paris, et dans toutes les communes du département de la Seine, aux dispositions ci-après :

« Pour la période qui s'écoulera jusqu'au 15 avril 1917, la consommation autorisée sera calculée en prenant pour base la consommation du relevé de novembre 1915, si elle est plus favorable à l'abonné, et cette consommation autorisée sera réglementée comme suit :

1° Gaz. — La consommation quotidienne est maintenue à un mètre cube pour ceux qui n'en consommaient en moyenne qu'un seul, et ne peut être dépassé ; elle est réduite pour les autres dans les proportions suivantes :

1 m. 1/2 à 1 m. 2 ; 2 m. à 1 m. 4 ; 3 m. 1/2 à 1 m. 6 ; 4 m. à 1 m. 8 ; 5 m. à 2 m. 1/2 à 2 m.

A partir de là, le consommateur aura droit à la différence existant entre 3 mc. 5 et le chiffre antérieur de sa consommation journalière.

2° Electricité. — La consommation est maintenue à 3 hectowatts heures pour ceux qui n'en dépensaient que trois et ne peut être dépassée.

Elle est réduite pour les autres dans les proportions suivantes :

5 hw. à 3, 5 ; 7 à 4 ; 9 à 4,5 ; 11 hw. à 5.

A partir de là, un sixième en plus sur la différence existant entre 11 h. et le chiffre antérieur de la consommation journalière.

Une tolérance de 10 0/0 est admise sur le chiffre autorisé.

Les sanctions prévues contre ceux qui ne se conformeraient pas à ces prescriptions sont particulièrement sévères ; tout dépassement supérieur sera puni selon son importance d'une interruption de fourniture de dix à quarante jours.

Cette suspension comportera l'apposition des scellés sur le compteur. Le bris des scellés entraînera la suppression pure et simple du gaz ou du courant jusqu'à la fin des hostilités.

Il ne sera pas bien pénible de subir cette réglementation, puisqu'ainsi bien elle est nécessaire pour la défense nationale.

Il y a, actuellement des quantités de personnes, qui, le soir venu, n'ont d'autre lumière que la flamme au foyer, car elles n'ont pu se procurer ni essence, ni pétrole. Celles-là ne se plaindront pas des mesures prescrites.

Mais il y a les réclamations des esprits forts auxquels il suffit de faire une recommandation pour qu'ils fassent le contraire.

Tant pis pour cette catégorie-là. Mais surtout que les administrations commencent par donner l'exemple : qu'il n'y ait plus d'employés qui ne f...chant rien de la journée, trouvent de bon ton de faire des heures supplémentaires...

LEUR PIÈGE

Rendons à M. Briand cet hommage et reconnaissons que ce fut lui qui dès le soir où l'on apprit ici les propositions de paix allemande, déclara immédiatement aux journalistes auxquels il communiquait son nouveau ministère : « Méfions-nous, c'est un piège ». Depuis, le mot a été repris par la presse alliée entière.

Maintenant, la comédie des propositions allemandes est terminée ; et hier, M. Briand, au Sénat, y a mis fin, d'un seul mot. Jusque-là, tout en repoussant l'idée d'une paix boiteuse, il avait cependant fait observer qu'il n'avait été, officiellement saisi d'aucune proposition, et qu'il n'avait pas à se prononcer ; ce fut le sens de sa déclaration à la Chambre ; puis la note américaine vint, sur ces entrefaites ; d'abord il annonça que les alliés feraient une réponse concertée.

Il n'y a donc pas d'équivoque : la manœuvre qui devait dissocier les alliés, n'aboutit qu'à ce résultat de les unir plus étroitement. M. Briand a, très heureusement, formulé son jugement sur la note allemande : « C'est un acte de faiblesse et un acte de ruse ! » Un acte de faiblesse, parce qu'une Allemagne, réellement victorieuse, n'eût pas offert la paix ! Elle l'eût imposée ! Un acte de ruse parce que notre perfide adversaire essaie de susciter chez nous un mouvement pacifiste, qu'il exploiterait ensuite à son profit.

Et comme le dit justement le « New York Herald », la démonstration de M. Briand est très frappante. « Après deux ans et demi de lutte, les Allemands n'ont obtenu de résultats sur aucun front. Il y a eu des fluctuations inévitables, mais l'effort d'un Alliés toujours permis à son camarade en péril de reprendre l'avantage ; dans une guerre pareille, il est vain de tirer avantage du terrain gagné. A Verdun, l'ennemi a subi la plus écrasante défaite, sans que la ligne soit sensiblement modifiée. Nous avons prouvé que nous pouvions percer les positions de l'ennemi, quand nous le voulions ; il n'a pu percer les nôtres ! » Puis M. Briand a examiné les propositions. Que contiennent-elles ? Rien ! Nous nous en doutions ; on nous propose la paix à condition que nous la demandions.

Tel est le singulier caractère de cette note, dont on ne discerne point l'opportunité ! Manœuvre pour tâter ou pour égayer l'opinion ? Ruse ou aveu de faiblesse ? Tentative sur les Neutres ? Préparation à de nouvelles pirateries, ou à de nouvelles crimes ? Excuse pour de prochaines violations de territoires. Nous serons bientôt fixés là-dessus.

A la fin de son exposé, M. Briand insista sur l'attitude réservée du Président Wilson ; le gouvernement des Etats-Unis s'est borné à transmettre la note, sans l'accompagner d'aucun commentaire. Cela indique, par soi-même que l'agent de transmission n'a pas pris au sérieux des propositions de paix aussi aléatoires ; il ne pouvait pas ne pas les transmettre ; mais s'il les eût estimées acceptables, il les eût appuyées d'un commentaire officieux.

Agence Paris-Télégrammes.

MORT GLORIEUSE de l'aviateur cadurcien Desprats

Hélas ! Notre espoir est déçu, notre vaillant concitoyen Lucien Desprats a trouvé une mort glorieuse au cours d'un combat acharné qui s'est déroulé au dessus des lignes ennemies.

Voici la lettre adressée par le capitaine commandant l'escadrille aux infortunés parents :

« Je viens de recevoir à l'instant une lettre qui m'annonce dans quelles conditions l'appareil que pilotait le lieutenant L... a été descendu.

« Votre fils a trouvé une mort glorieuse au cours de ce combat.....

« Après avoir résisté deux fois aux attaques de plusieurs avions ennemis, ils ont traversé un nuage pour se dégager. L'appareil fut, à ce moment, violemment canonné. C'est alors que votre fils fut grièvement blessé par des éclats d'obus. Il riposta néanmoins à une troisième attaque et tira jusqu'à épuisement total de ses forces. L'appareil avait les deux moteurs hors d'usage et les commandes de direction coupées. Le lieutenant L... fut néanmoins atterrir normalement, blessé au pied, ainsi que le lieutenant G... Votre fils, plus gravement atteint que ses deux camarades, a rendu le dernier soupir une heure environ après cet atterrissage.

« J'ai eu de mon devoir de vous dire franchement ce que je savais, plutôt que de vous laisser une angoisse que je crois plus cruelle que la certitude, si dure qu'elle soit. Je vous prie d'accepter l'expression de mes plus profondes condoléances.....

« En même temps, je tiens aussi à vous dire quelle admiration j'ai, où plutôt nous avons tous à l'escadrille, pour le courage et l'énergie surhumaine déployés par votre fils au cours de ce héroïque combat.

« Le bel exemple d'énergie qu'il nous a donné en remplissant sa mission jusqu'au bout, malgré la supériorité de l'ennemi et la perte de ses forces, sera un puissant réconfort pour nous et puisque nous n'avons pas pu le sauver, nous lâcherons au moins de le venger. Pour cela nous n'aurons qu'à chercher à l'imiter..... »

Grande est notre tristesse.

Au nom du personnel de l'imprimerie, nous tenons à exprimer à notre vénéré doyen, M. Esclavissat, grand-père du glorieux décédé, notre sympathie la plus vive.

Sa peine est la nôtre ; il n'en doute pas !

Aux infortunés parents vont aussi nos pensées. Nous prenons une grande part à leur immense douleur. Certes, toute consolation serait vaine à l'heure présente. Pourtant, lorsque le Temps, ce grand maître, aura atténué la violence du chagrin, il restera à la famille ces souvenirs réconfortants que Lucien Desprats est mort en héros, puisque ses chefs déclarent que, pour le venger, ses camarades n'ont « QU'A CHERCHER A L'IMITER... »

Est-il un plus bel hommage pour un soldat glorieusement tombé à l'ennemi ?... A. C.

Légion d'honneur

Notre distingué compatriote M. de Villaret, général de division, commandant une armée, est inscrit au tableau spécial de la légion d'honneur et élevé à la dignité de grand-officier.

Nous adressons nos félicitations à notre compatriote dont nous avons publié tout récemment les brillants états de services.

Citation à l'ordre du jour

Un de nos jeunes compatriotes le maréchal-des-logis Marcel Mésergues,

pilote aviateur plein d'avenir, a été cité à l'ordre de l'armée et a obtenu la mention suivante :

« Pilote d'une rare maîtrise et d'un très grand courage. S'est distingué au cours de plusieurs bombardements de nuit, et particulièrement pendant la nuit du 26 au 27 octobre 1916, au cours d'un bombardement exécuté dans des conditions difficiles. Cité antérieurement à l'ordre du corps d'armée. »

Nos félicitations à notre vaillant compatriote.

A propos du lait

Nous recevons d'« Un groupe de laitiers » une lettre de protestation contre la taxe sur le lait.

« Comme nous le disait le Journal du Lot de dimanche, d'autres taxes s'imposaient davantage, notamment celles sur les grains, sur le maïs qui sont vendus à des prix exorbitants. » Mais au sujet des observations que nous fîmes relativement à la décision des laitiers de porter le lait dans les dépôts, nos correspondants écrivent : « Nous avons le droit de ne plus vendre de lait et de le porter là où il nous plaît et de le céder au prix qui nous plaît.

« Cela nous évitera de parcourir les rues de la ville ; nous serons rentrés de meilleure heure chez nous ; quant au sou que nous laissons aux dépositaires, il faut bien que tout le monde vive. Les dépositaires ne peuvent pas se déranter pour rien. »

« Mais quoi qu'il en soit, le public n'a qu'à faire rapporter la taxe et nous continuerons à lui vendre le lait. »

Veillez agréer, etc.

Le public sait bien que les laitiers ont le droit de vendre ou de ne pas vendre de lait et que les dépositaires doivent gagner leur vie comme chacun.

Mais le public constate, comme nous l'avons fait, que les laitiers qui protestent contre le prix de la taxe vendent aux dépôts leur lait au-dessous de la taxe.

C'est-à-dire qu'un laitier qui porte 20 litres de lait par jour, perd en refusant de servir le client, 20 sous par jour.

C'est son droit évidemment de subir cette perte ; mais le droit du client est de le constater, car ce faisant, le laitier prouve que c'est non pas contre la taxe qu'il en a mais contre le client.

C'est tout ce qui ressort de plus clair de la coalition des laitiers qui refusent de porter le lait à domicile.

Pourtant si, il ressort également cette énormité :

Le laitier prétend ne pas joindre les deux bouts en vendant son lait SEPT SOUS le litre..... mais il y gagne en le vendant SIX !!!

Comprenez qui pourra !

Au 7^e

M. Normand, sous-lieutenant au 85^e territorial d'infanterie, passe au 7^e d'infanterie.

Au 131^e territorial

M. Roumois, sous-lieutenant de réserve au 131^e territorial d'infanterie, passe au 53^e d'infanterie.

CONSEIL MUNICIPAL

Le conseil municipal se réunira à l'hôtel de ville ce soir jeudi 31 décembre, à 8 heures 1/2 précises.

Ordre du jour :

Liste des répartiteurs pour 1917. Caisse d'épargne. — Renouvellement du tiers des Directeurs. Demande de sursis d'incorporation.

Nomination d'un membre au conseil de discipline du personnel de l'école.

Collège de filles. — Approbation d'ouverture de crédit. Projet de peinture des fermes métalliques du Pont-Neuf. — Avis.

Demande de réduction de concession d'eau par M. Calmon Emile. Demande de subvention pour participation au traitement des malades ou blessés des armées russes. Affaires diverses.

Conseil de guerre du 17^e corps

Audience du 19 décembre 1916

IVRESSE ET VIOLENCES

Le soldat Jules Matzel, du 7^e d'infanterie, natif de Paris, se trouvant le 15 octobre 1916, en état d'ivresse dans les rues de Cahors, chercha querelle à d'autres militaires et provoqua une véritable bagarre, au cours de laquelle il menaça un caporal de sa baïonnette, puis le renversa sur la chaussée en lui portant un violent coup de tête dans le ventre. Matzel est condamné à deux mois de prison pour le délit d'ivresse et à cinq ans de travaux publics pour les violences exercées sur le caporal.

CHEMIN DE FER D'ORLÉANS

Relations rapides

entre Paris-Quai d'Orsay, la Côte d'Argent, Madrid et Lisbonne

A l'heure actuelle, se manifeste une reprise marquée des affaires ; de plus, de nombreuses personnes désirent le calme et le repos d'une villégiature.

A ce propos, la Compagnie d'Orléans rappelle qu'elle assure très régulièrement les relations entre Paris-Quai d'Orsay, la Côte d'Argent, Madrid, Lisbonne et inversement.

C'est ainsi que deux trains express quittant Paris-Quai d'Orsay à 8 h. 40 et 21 h. 50, arrivent à Hendaye-Irun à 23 h. 5 et 12 h. 25, à St-Sébastien à

8 h. 59, 13 h. 19 et 15 h. 57, à Madrid à 21 h. 45 et 7 h. 3, à Lisbonne à 14 h. 35 et 1 h. 8.

Au retour, des express permettent de quitter Lisbonne à 21 h. 35 et 18 heures 55, Madrid à 21 h. 40 et 8 h. 45, St-Sébastien à 11 h. 48, 12 h. 17, 15 h. et 20 h. 28, Hendaye-Irun à 13 h. 15, 17 h. 5 et 6 h. 6, pour arriver à Paris-Quai d'Orsay à 6 h. 46, 7 h. 23 et 20 h. 6.

Voitures directes des 3 classes de Paris à Hendaye-Irun et vice-versa, wagons-lits, wagons-restaurant.

Relations entre Paris-Quai d'Orsay et Barcelone via Cerdère-Port-Bou.

Billets directs simples et d'aller et retour en 1^{re}, 2^e et 3^e classes de Paris-Quai d'Orsay à Barcelone ou vice-versa. Divers itinéraires. Durée de validité : billets simples,

6 jours ; billets aller et retour, 45 jours sans prolongation.

Faculté d'arrêt sur tout le parcours, tant en France qu'en Espagne.

Enregistrement direct des bagages. Horaire aller : Via Bordeaux-Montauban-Toulouse : Départ de Paris-Quai d'Orsay 8 h. 40, arrivée à Barcelone 7 h. 53 ou 10 h. 35.

Via Limoges-Montauban-Toulouse : Départ de Paris-Quai d'Orsay (a) 10 h. 30, arrivée à Barcelone 7 h. 53 ou 10 h. 35 ; (b) 19 h. 50 (1), arrivée à Barcelone, 19 h. 30 ou 23 heures.

Horaire retour : Via Toulouse-Montauban-Limoges : (a) Départ de Barcelone, 5 h. ou 9 h. 58 ; arrivée à Paris-Quai d'Orsay, 8 h. 33 (1).

(b) Départ de Barcelone, 14 h. 23 ou 18 h. 54 ; arrivée à Paris-Quai d'Orsay, 18 h. 33.

Wagon-restaurant sur certains parcours en France et en Espagne.

(1) Voitures directes de 1^{re} et de 2^e classes, ainsi que salons-lits, lits et couchettes entre Paris-Quai d'Orsay et Port-Bou et entre Cerdère et Paris-Quai d'Orsay.

Une bonne Précaution

Lorsqu'un simple rhume se prolonge et produit de l'essoufflement, craignez de devenir asthmatique ou emphysemateux. Employez alors la merveilleuse Poudre Louis Legras, qui a obtenu la plus haute récompense à l'Exposition Universelle de 1900. Elle calme instantanément les plus violents accès d'asthme, catarrhe, essoufflement, toux de vieilles bronchites, et guérit progressivement. Une boîte est expédiée contre mandat de 2 fr. 10 adressé à Louis Legras, 139, Bd Magenta, à Paris.

Le propriétaire-gérant :

A. COUESLANT.

Paris, 12 h. 35

EN ROUMANIE

Interview de M. Bratiano

Il reconnaît les fautes commises

De Jassy :

Avant de quitter la Roumanie, M. Bratiano, Président du Conseil, interviewé par les journalistes alliés, déclara que les Alliés se sont rendus compte que l'armée Roumaine a conduit la résistance avec toute l'énergie possible.

Des fautes ont pu être commises, a-t-il dit, ne nous attendons pas à les déplorer. L'échec est dû, surtout au manque de réserves suffisantes.

Les Roumains n'ont pas dit leur dernier mot

Nos alliés ont maintenant besoin de se reconstituer. Les Alliés peuvent être convaincus que la Roumanie fera tout son devoir dans l'effort commun et, lors de l'offensive, elle contribuera à la victoire commune.

Des munitions arrivent

Nous avons reçu, ajoute M. Bratiano, et continuons à recevoir de la France et de l'Angleterre tout le matériel et toutes les munitions nécessaires. Les approvisionnements sont, maintenant, largement suffisants.

Nous sommes particulièrement reconnaissants à la France qui nous donna sans compter.

C'est Hindenburg

QUI A VOULU LES DÉPORTATIONS

D'Amsterdam :

Au cours d'une récente visite à La Haye, Scheidemann déclara que les déportations Belges en Allemagne avaient été ordonnées par Hindenburg et non par le Chancelier.

Les Belges refusent le paiement

DE LA CONTRIBUTION DE GUERRE

De Rotterdam :

Huit provinces Belges, sur neuf imposées de la contribution de guerre de 200 millions de francs, ont refusé de payer.

Les gouvernements militaires allemands sont sur le point de prendre des mesures.

Les Antilles Danoises aux Américains

De Copenhague :

La Chambre a adopté, à la majorité de 90 voix contre 16, le projet de vente des Antilles danoises aux Etats-Unis.

EN GRECE

Le Gouvernement Grec

commence à comprendre

sa responsabilité !

De Rome :

Le gouvernement Grec prend, maintenant, conscience de ses responsabilités. Les effets du blocus et l'appréhension de nouvelles demandes de l'Entente ont opéré une transformation.

Paris, 14 h. 5

EN MACÉDOINE

Lutte d'artillerie

Neige et pluie persistent

Lutte d'artillerie intermittente sur le front de la Struma et dans le secteur de la Majada ; plus violente dans la région de la cote 1050.

La neige et la pluie continuent à sévir sur le front de Macédoine.

PARIS-TELÉGRAMMES.

Le Président du Conseil Roumain qui ne voulait pas voir le danger Bulgare et qui se prétendait « sûr de Sofia », reconnaît, aujourd'hui, le faux départ de son pays. Il est un peu tard, mais M. Bratiano a raison quand il déclare : récriminer ne servirait à rien.

Les Roumains se réorganisent pour contribuer, par un sérieux effort, à la Victoire finale. C'est l'essentiel.

Le Chancelier se rendant compte de la réprobation mondiale au sujet des déportations, rejette la responsabilité de cette infamie sur Hindenburg. Cela n'atténuera pas le ressentiment des Alliés !..

On affirme que la Grèce commence à souffrir du blocus et que le gouvernement comprend enfin les conséquences du guet-apens du 1^{er} décembre. Il est temps !..

Surtout qu'on ne se laisse pas aller à une pitié stupide envers des gens qui sont de vulgaires assassins..